



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [communistes-hebdo@wanadoo.fr](mailto:communistes-hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes2@wanadoo.fr](mailto:communistes2@wanadoo.fr)

10/09/2020

## 17 septembre : Une rentrée combative contre les attaques du capital et de son gouvernement

215 200 emplois détruits au second trimestre 2020. Les derniers chiffres dévoilés par l'INSEE ne laissent aucun doute sur la vague de licenciements à venir d'ici fin 2020. Le nouveau coronavirus est une aubaine pour les sociétés qui veulent restructurer, licencier. De nombreux plans étaient déjà dans les « tiroirs » depuis fin 2019.

L'économiste Patrick Artus directeur de la recherche et des études de Natixis et administrateur de Total confirme cette semaine dans le journal "les Echos", la stratégie du capital: « *Il faut nous préparer à une phase de durcissement du capitalisme* »... « *Rien que pour la France j'estime que 1,5 millions de salariés pourraient être contraints de changer de secteur d'activité s'ils veulent garder un emploi* » et il poursuit : « *Que croyez-vous que les entreprises confrontées à la perte de leur activité, au recul de leurs parts de marché, à la chute de leur **profitabilité** vont faire ? Elles vont avoir une réaction forte qui passera par un plan d'économies, des suppressions d'emplois, des baisses de salaires, des délocalisations encore plus massives. Je suis convaincu pour ma part que le capitalisme néolibéral que l'on critique tant va se durcir encore davantage dans les années qui viennent sous l'empire de la nécessité* »

[Le ton est donné, nous sommes avertis.](#)

48.954 ruptures de contrats de travail sont envisagées dans le cadre de 326 PSE (plans sociaux), les Accords de Performance Collectifs (APC), déjà en vigueur, permettent, eux, de baisser les salaires et de licencier à moindre coût. D'autres sont dans les tuyaux : **Total** envisage de fermer la raffinerie du Grand puits en Seine et Marne, les salariés **l'usine BorgWarner** sont en grève contre le projet de fermeture en mars 2022, **le groupe Hutchinson** a annoncé la suppression de 382 emplois en France, les salariés du **sous-traitant aéronautique AAA** se sont rassemblés ce mardi pour dénoncer le plan social de 700 postes, **le groupe vendéen Bénéteau** pourrait supprimer jusqu'à 1.390 emplois, **Alinéa**, **le tribunal de commerce de Marseille** prévoit la suppression de 1.000 emplois, **Auchan** annonce ce mercredi 9 septembre qu'il va supprimer 1088 emplois en France, Châteauroux: les salariés **de MK Air** seront fixés sur leur sort le 18 septembre... vous trouverez les infos sur notre site dans la rubrique "actualité".

[Le plan de relance de 100 milliards d'euros, offre des dizaines de milliards d'euros supplémentaires aux multinationales, pour restructurer, relancer les profits il s'ajoute aux 461 milliards déjà injectés depuis le début de la crise du coronavirus, cela représente près de 6900 euros par habitant. Déjà :](#)

Une première enveloppe de 57 milliards d'euros "à fonds perdus" est déjà dépensée. Ce sont ces dépenses qui creusent le déficit du Budget, Avec le financement du chômage partiel, l'État a payé le salaire de 12 millions de salariés à la place des entreprises.

Une deuxième enveloppe: 76,5 milliards d'euros comprend principalement le report des impôts et des cotisations pour les entreprises entre mars et juin **32,5 milliards** et le remboursement anticipé des crédits d'impôts aux entreprises **23 milliards**. Des impôts et cotisations qui ne vont pas rentrer dans le budget et les différentes caisses, les entreprises qui en ont bénéficié peuvent invoquer leur incapacité de rembourser d'ici la fin de l'année. A cela s'ajoute **20 milliards** d'euros de prêts directs aux entreprises et des recapitalisations comme par exemple les 4 milliards d'euros directement prêtés à Air France...

Dernière enveloppe : l'argent prêté aux entreprises et garanti par l'Etat: **327 milliards d'euros**

On va nous dire qu'« *il ne s'agit pas d'argent dépensé par l'Etat* » que la France se porte caution pour les entreprises. Bercy nous assure : "*Ce sont des mesures a priori sans impact sur nos finances, sauf si les entreprises font faillites ou ne peuvent plus rembourser*". C'est une mesure qui va s'avérer très coûteuse si les entreprises font défaut. Plus de 500.000 d'entre elles ont bénéficié de ce dispositif dont Air France (3 milliards d'euros), Renault (5 milliards d'euros) ou encore Fnac-Darty (500 millions)... **Résultat: des milliers de suppressions d'emplois.** Ce sont les travailleurs et avant tout les plus précaires, qui paient la note, les intérimaires dans toutes les entreprises sont les premiers à être jetés.

**La riposte s'impose, la lutte partout, de plus en plus fort, tous ensemble**

Il y a des luttes partout dans de nombreuses entreprises, l'heure est à les développer et à élaborer une riposte d'ensemble, convergente, contre la politique du gouvernement et du patronat.

Seule la lutte peut mettre un coup d'arrêt à cette politique, une lutte de plus en plus large, des travailleurs, de la jeunesse, des retraités est indispensable.

**Le 17 septembre, la journée interprofessionnelle de luttes, de grèves et de manifestations organisée par la CGT, la FSU, Solidaires, FIDL, MNL, UNEF, UNL, marque le premier temps fort d'une rentrée qui doit être combative contre toutes les attaques de capital.** Nous contribuerons partout à ce que cette journée soit puissante et unitaire.

Aucun parti politique ne conteste le capitalisme ; les uns sont à son service pour imposer ses objectifs au peuple, les autres critiquent la politique de Macron, ils veulent améliorer le capitalisme, le rendre plus vivable mais ils lui laissent les mains libres pour continuer à exploiter le peuple. Ils anesthésient toute idée de changement possible.

Notre parti porte et développe la perspective d'une société débarrassée du capital, car il n'y a pas d'autre choix pour satisfaire les besoins du peuple.

Les luttes sociales, les mouvements interprofessionnels sont incontournables, décisifs mais pour changer de politique, il faut s'engager dans la lutte politique, celle qui consiste à arracher le pouvoir aux multinationales, le confier au peuple.

Nous invitons partout à en débattre. Il est indispensable de mener la lutte politique contre le capitalisme ; il ne se réforme pas, son objectif permanent est le profit maximum par tous les moyens, on ne peut pas l'aménager. Il faut changer de société.

La situation que nous vivons montre que l'opposition capital-travail est irréductible.